

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band:	12 (1986)
Heft:	3
Artikel:	Le jeu des classes moyennes dans la mise en scène urbaine
Autor:	Guye-Bernasconi, Marie / Valiquer, Nicole
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-815033

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE JEU DES CLASSES MOYENNES DANS LA MISE EN SCÈNE URBAINE

Marie Guye-Bernasconi & Nicole Valiquer

Groupe de recherche et d'intervention sociologiques (GRISOC)
Rue des Voisins, 15, CH - 1205 Genève

1. Avant-propos

L'article de Philippe Cordey, Philippe Gfeller & Josée Martin place au centre de sa réflexion les acteurs qui sont intervenus ou interviennent sur la scène urbaine à Genève, ainsi que leurs stratégies, et ce, en accordant une attention plus particulière aux associations de quartier. Notre propos, quant à lui, porte plus spécifiquement sur la composition sociale des associations de quartier, sur les enjeux qu'elles révèlent et les stratégies propres à leurs acteurs. A cet égard, le titre de notre communication "Le jeu des classes moyennes dans la mise en scène urbaine" se veut un regard autre à la question de savoir si les luttes urbaines sont porteuses d'un mécanisme de régulation sociale, de transformation sociale ou d'une occasion de rénovation du mouvement ouvrier (Cordey et al.).

En effet, l'attention que nous portons aux pratiques et enjeux des associations d'habitants reste intimement liée à notre volonté de reconstruire de l'intérieur le sens visé par les acteurs eux-mêmes et donc à une pratique d'une sociologie de l'intervention qui place au coeur de sa réflexion la vie quotidienne (Lefebvre, 1981). C'est dans cette optique que nous avons mené une recherche-action avec les acteurs de l'Association des Habitants de la Jonction (AHJ) et avons réalisé le passage d'intervenantes extérieures à celui d'intervenantes intérieures.¹ Cette démarche nous a permis de comprendre comment et à partir de quoi émergent des revendications touchant l'urbain et de cerner qui en sont les acteurs et à quelles stratégies ils recourent. Ces trois éléments de réponse apportent un éclairage complémentaire à l'article central qui nous est proposé, voire le nuance.

¹ Marie Bernasconi & Nicole Valiquer, *La Jonction, un quartier et son devenir, Enjeux et pratiques d'une association d'habitants*, Mémoire de licence en sociologie, Université de Genève, octobre 1983.

2. Leurs voix et leurs regards

Il convient de situer l'émergence des associations de quartier dans une *perspective historique* afin de mieux saisir les problématiques spécifiques qui leur sont liées. Dans le champ de la vie quotidienne se dessinent en effet de nouveaux enjeux définis par de nouveaux acteurs sociaux. Dans cette optique, nous considérons les luttes urbaines² sous l'angle d'un "possible" (Lefebvre, op.cit.) changement social.

Cet aperçu historique peut nous aider à saisir les mécanismes de transformation sociale et les acteurs en oeuvre, et par là même à comprendre la véritable nature des conflits sociaux et dans ce cas précis des luttes urbaines.

Soulignons tout d'abord un fait essentiel : les associations de quartiers et d'habitants, ou du moins des groupes qui portent des revendications urbaines, trouvent leur origine dans la mouvance et l'effervescence de mai 1968, dans des oppositions culturelles représentant un refus des structures établies sous-tendu par un projet politique : simultanément une rupture et une contestation culturelles. Il nous semble pertinent de nous interroger sur le sens de leur exigence fondamentale, "changer la vie". Elle repose sur un mode d'expérimentation sociale ancré dans "l'ici et maintenant". Sa richesse tient au fait que les aspects les plus privatisés de la vie quotidienne sont remis en question (Lourau, 1980) - citons alors à Genève, le Mouvement de libération des femmes, les groupes de collégiens et d'apprentis, les mouvements anti-nucléaires, le Théâtre Mobile, l'Atelier pour la musique de recherche, etc. -. La problématique urbaine en est un.

Cette apparition de nouveaux mouvements sociaux souligne un déplacement des conflits du champ du travail vers le champ culturel (Touraine, 1969). L'aspect qualité de vie dans sa vie quotidienne surgit au premier plan. Les adversaires ne sont plus seulement les tenants du capital, mais aussi et surtout les technocrates qui gèrent à notre place les sphères les plus privées de notre vie quotidienne. Le projet n'est donc plus la seule appropriation des moyens de production, mais aussi *une réappropriation du sens de la vie quotidienne* dans tous les secteurs de la vie sociale. Cette nouvelle sensibilité correspond à l'émergence d'une *sociologie de la vie quotidienne* (Lefebvre, op. cit.) qui reste le lieu de rencontre de couples antinomiques : usage/échange, qualité/quantité, ... à

² Luttes urbaines : ayant l'urbain comme point de départ de revendications.

la base des revendications et au cœur des enjeux des nouveaux mouvements sociaux.

L'histoire de l'AHJ et des associations de quartier s'inscrit dans celle des luttes urbaines. Leurs stratégies lors de mobilisations spécifiques et leurs revendications portant sur des enjeux précis rassemblent des préoccupations centrées sur l'action. Les luttes urbaines émergent de contradictions issues du quotidien et sont porteuses d'une volonté de changement social³ dont elles ne dessinent que l'un des aspects. Elles remettent en question le pouvoir politique en place à partir d'objectifs urbains (le logement, l'environnement et la défense du cadre de vie, les transports, etc.). Elles rejoignent donc une multiplicité de mouvements sociaux, dont la finalité est une attaque directe du mode de développement de notre société et une réappropriation collective de leur devenir.

C'est en ce sens qu'il faut voir dans les luttes urbaines une nouvelle forme d'intervention sociale et par là même une dynamique de changement qui prend source dans la vie quotidienne elle-même. Nous ne pouvons donc parler de rénovation du mouvement ouvrier.

Pour souligner ce niveau de réalité, il convient d'accorder une attention toute particulière à la constitution d'une association d'habitants, à ses pratiques et aux acteurs qui la composent.

3. De la cellule d'habitat au groupe d'action

Nous désirons soulever d'une part, à partir de notre expérience sectorielle et d'autre part, à travers une monographie consacrée aux actions collectives menées par d'autres associations de quartier de Genève entre 1970 et 1980, les points qui nous semblent caractéristiques des mouvements sociaux urbains (tant du point de vue de leurs pratiques revendicatives que de la stratégie de leurs acteurs).

³ Les associations d'habitants opposent au pouvoir dominant des revendications qui touchent la problématique urbaine. Elles ne sont pas elles seules porteuses de changement social, mais visent, par une stratégie d'alliance avec d'autres groupes 'alternatifs' " (...) à l'élaboration d'un nouveau modèle de société appelé à remplacer le modèle bourgeois" et " (...) à influer sur le principe moteur des sociétés contemporaines occidentales : la dynamique du changement." (Gros, 1982). Lorsque nous parlons de changement social, nous nous situons donc dans l'optique du sociologue.

3.1. Expérience des Pâquis

C'est à partir de la constatation du manque de lieux socio-culturels dans le quartier, d'espaces verts, etc. que naissent la plupart des associations de quartiers genevoises.

Citons l'exemple du Groupe des habitants des Pâquis constitué en 1971 par rapport au manque d'infrastructure socio-culturelle et en interaction avec l'expérience du Prieuré. Les habitants des Pâquis demandent à la Ville de Genève de racheter cette parcelle qui appartient à la Confédération. Les Services industriels s'y intéressent également dans la perspective d'un agrandissement futur de leur entreprise.

Le Prieuré, ancien hôpital, est donc occupé en 1971 par les habitants du quartier sous l'impulsion de différents groupes politiques et culturels. Après une première évacuation, divers groupes s'y installent à nouveau en 1972, tels les Jeunes Travailleurs, des membres de la Lutte Unitaire Travailleurs-Apprentis (LUTA), des communistes libertaires, le Club du Jeudi (activités pour enfants animées par le Mouvement pour un Service Civil Communautaire (MSCC) et le Centre de Loisirs). La Commune du Wagon, "collectif de lutte", la LUTA et d'autres militants fondent le Centre Rouge, "un lieu de rencontre pour tous les exilés de la ville : apprentis, jeunes travailleurs, émigrés, (...) où prendre l'initiative ensemble, (...) sans nul besoin de se plier aux analyses et stratégies des organisations politiques qui prétendent apprendre à la classe ouvrière comment faire la révolution". (Tout Va Bien, No. 3, janvier 1973).

En décembre 1972, les occupants sont évacués et la maison démolie. Les autorités genevoises et la Confédération se rejettent la responsabilité; personne n'a donné d'ordre. "Ce que cette utopie a de combatif, ce que la bourgeoisie ne peut tolérer en elle, c'est en somme tout ce que le Prieuré a mobilisé à partir d'un désir spontanément collectif : un refus (de la société capitaliste, des institutions, de la famille), une forme (le groupe diversifié, mobile, ouvert), une mesure (l'autonomie), une règle d'invention (changer la vie quotidienne), une pratique (transformer les rapports aux camarades, au travail, aux loisirs). Tout cela définit assez largement ce qui donne à l'utopie son unité et sa subversité." (Editorial du Tout Va Bien, No. 3, janvier 1973).⁴

⁴ Actuellement, ce terrain appartient aux Services industriels. Un Jardin Robinson, lieu d'animation pour les enfants, y est installé "à titre provisoire" depuis 1976. Les habitants et différents groupes du quartier se battent pour préserver cet espace vert et lieu d'animation. Les Services industriels veulent en effet utiliser cette parcelle.

Parallèlement, divers lieux de la ville connaissent la même ébullition : les habitants de Plainpalais investissent le terrain des Minoteries,⁵ et le Mouvement pour un Centre Autonome tente de réoccuper la Maison des Jeunes et de la Culture.

3.2. Du feu, des (en)jeux et une association

Aujourd'hui, ce sont les mêmes thèmes qui s'avèrent être mobilisateurs et catalyseurs des oppositions culturelles. Il en est ainsi de l'AHJ qui voit le jour en mai 1980 autour de la revendication d'un terrain de jeux dans le quartier.

"L'association a pour buts :

- de promouvoir et de défendre les intérêts collectifs et individuels des habitants du quartier, notamment dans le domaine de la protection des locataires, de l'aménagement du territoire et de la sauvegarde de l'environnement,
- de développer la solidarité et les actions communes avec d'autres mouvements poursuivant des buts analogues.

Concrètement, le premier objectif à réaliser pour l'AHJ sera d'exiger que le municipal rachète les terrains sis sur le lieu de l'incendie de la rue du Quartier-Neuf, afin de les transformer en terrain de jeux à l'usage de la population du quartier (...)" (Communiqué de l'AHJ, mai 1980). Dans le but de réaliser certains de ces objectifs, l'AHJ s'allie avec d'autres groupes, tels l'Association Suisse des Transports (AST), l'Union Genevoise des Piétons (UGP), ... démarche qui dévoile une sensibilité à des problèmes qui dépassent le seul habitat. Ces quelques exemples marquent des préoccupations tournées vers la circulation et l'espace de l'homme dans la ville.

D'autre part, pour favoriser la meilleure transparence possible et une approche plus globale de l'urbain, l'AHJ appartient à la Fédération des Associations de Quartiers et d'Habitants (FAQH). Ce lieu de rencontre permet aussi une confrontation d'expériences susceptibles de définir de nouveaux enjeux et moyens d'action.

Au vu des deux expériences que nous venons de relater, soulignons quelques caractéristiques inhérentes à la création, au fonctionnement et aux modes d'action de ces mouvements.

⁵ Le quartier de Plainpalais se situe au centre ville.

3.3. Variations sur une clé de sol

Les "points-clefs" que nous présentons conduisent à une meilleure compréhension des pratiques et des enjeux des associations d'habitants. Ils n'épuisent pas la totalité de leur réalité, mais en soulignent les principales facettes.

Lorsque les habitants n'obtiennent aucune réponse satisfaisante à leurs problèmes, alors même que l'idéologie dominante propose en théorie une solution, ces derniers réagissent : c'est ce que nous appelons *attitude réactionnelle*. Elle survient lorsque les individus ne reçoivent aucune réponse appropriée à leurs besoins accumulés dans le temps. Ce manque ressenti au niveau individuel interpelle la population dans son vécu quotidien et se mue en problème social. *Un seuil de tolérance* vient d'être franchi. Un groupe se constitue alors par adhésion volontaire, afin d'obtenir satisfaction quant à ses exigences précises.

Selon une exigence sociale de conformité, les associations d'habitants s'appuient sur différentes actions : les initiatives, référendums, pétitions, etc. reconnues comme moyens démocratiques d'expression, mais aussi sur des modes d'action 'en marge' qui fondent leur force et leur spécificité. Ce mode d'intervention spécifique est celui de "*l'action directe*".⁶ Il témoigne d'une volonté de prise en charge des problèmes par les intéressés eux-mêmes, dont l'action se veut enracinée dans "l'ici et maintenant". Elle concerne, par exemple, tout autant l'aménagement sauvage d'espaces de jeux que *le mouvement de relocation forcée* - occupation d'appartements -, lancé en novembre 1977 par l'Action Populaire aux Grottes (APAG), puis repris par la FAQH, afin d'obtenir la remise en location des appartements vides retirés intentionnellement du marché, en attente de démolition ou de rénovation lourde.

Il faut remarquer que ces associations jouent donc à l'intérieur du système institutionnel, mais également à "l'extérieur", en proposant des "actions directes", *légitimes pour le groupe, à la limite de la légalité selon l'idéologie dominante*.

La dimension *ludique* est le trait principal de ces différentes actions et se matérialise aussi dans les fêtes de quartier. "A l'occasion du rire, qui est un moment de cassure, d'ouverture dans l'ordre des choses, d'illumination, se manifeste pour l'homme la possibilité de découvrir, ou d'inventer autre chose." (Entretien avec Jean Duvignaud, Journal de Genève, 27 avril 1985).

⁶ Aucune analogie ou parenté avec le groupe du même nom.

"Du coup, les règles du jeu politique sont transformées : à la militance traditionnelle, coupée de la vie et imitant les modes d'actions les plus institutionnels, succèdent le mode d'action contre-institutionnel, la recherche de solutions alternatives, parallèles, ici et maintenant, sans attendre un hypothétique grand soir." (Lourau, 1980, 53). Il faut donc saisir les mouvements sociaux comme des moments d'avancée de l'instituant contre l'institué (Rosanvallon, 1976).

Le changement de politique du Département des travaux publics et l'intervention étatique notamment ont conduit des associations de quartier à réorienter leurs stratégies et modes d'action. La FAQH lance en novembre 1981 une initiative "Droit au logement", car il n'existe encore aucune garantie constitutionnelle à ce sujet. "Toute notre pratique de ces dernières années nous a renforcés dans la conviction que tant que le droit au logement ne serait pas reconnu, bien des actions (initiatives parlementaires, modifications de lois, etc.) seraient vouées à n'être finalement que des 'emplâtres sur une jambe de bois'". (Communiqué de la FAQH, Tout Va Bien, 6 novembre 1981). Par la suite, la FAQH a rédigé deux textes de base sur la politique du logement et de l'aménagement du territoire genevois : Crise du logement, réponse au rapport du Conseil d'Etat : "Logement à Genève, politique du Conseil d'Etat", octobre 1983 et Genève en l'an 2000, observations de la FAQH sur le projet de concept de l'aménagement cantonal, avril 1986.

Ces exemples illustrent l'existence d'un jeu dialectique entre des acteurs antagonistes; même si leurs finalités divergent, ils se reconnaissent mutuellement comme agissant. De leur confrontation jaillit une nouveauté, même si cette dernière s'appelle parfois récupération.

Parallèlement à des revendications externes, le groupe tente d'expérimenter en son sein des rapports de sociabilité basés sur un *mode convivial*. Insérées à un niveau local, ces pratiques sont une tentative de vivre ce qu'il préconise à un échelon plus large. Les groupes "alternatifs" essaient donc de redonner sens à un quotidien appauvri et fragmenté. Démarche à laquelle nous donnons le nom d'*autonomie*.

Les membres appartiennent souvent à différents groupes alternatifs; ces insertions multiples permettent la circulation d'informations et la formation d'un *réseau informel*. Cette extériorité donne au groupe la possibilité d'un impact plus grand sur la population; selon les objectifs et les enjeux, ils s'allient volontairement à d'autres associations, ce qui implique leur reconnaissance, non plus seulement interne, mais externe, et leur octroie la

possibilité de participer à la création d'une dynamique de changement social. Ils "refusent la médiation politique et privilégient une convivialité qui se conjugue au quotidien et au culturel". (Hamel & Lesemann, 1983).

4. A la moyenne, nul n'est tenu

Il nous semble pertinent d'accorder une importance particulière à la composition sociale des associations de quartiers et à leurs acteurs sociaux collectifs du changement.

Pour ce faire, nous nous baserons, non seulement sur celle obtenue au regard de l'AHJ, mais aussi d'autres associations de quartiers (tant dans les années 70 que 80). L'image que nous en retirons renvoie au concept de *nouvelle classe moyenne*. Les protagonistes de ces associations sont en effet des "professionnels"⁷, soit des agents dotés d'une compétence spéciale de l'ordre de la délivrance des expertises (travailleurs sociaux, architectes, chercheurs, spécialistes de la santé). Ils exercent leur activité de manière dépendante dans le secteur public et para-public et appartiennent pour la plupart à la catégorie des salariés. L'idée même de classe moyenne ne prétend pas d'une part épuiser la totalité des acteurs sociaux collectifs du changement concernés, et d'autre part englober l'ensemble de la nouvelle classe moyenne. Cette dernière n'est pas homogène. Son profil est à maints égards significatif. Ses acteurs ont reçu une formation supérieure et occupent des postes qui leur demandent des compétences principalement intellectuelles. Ils jouissent d'une situation financière stable. Ces "experts-salariés" (Gros, 1982) forment une sous-élite qui ne dispose ni du pouvoir économique ni du pouvoir politique, mais qui est dotée d'un certain pouvoir intellectuel et culturel. C'est à ce niveau que la situation de la nouvelle classe moyenne paraît amabiguë. Elle ne jouit pas d'un pouvoir social politique auquel sa formation l'a préparée. C'est au sein même de cette catégorie que les contradictions inhérentes au système se dévoilent avec la plus grande visibilité (Dagnaud, 1981). Par conséquent, il s'agit de lui imposer, comme aux classes défavorisées d'ailleurs, des conduites conformes aux objectifs de la classe dominante au nom de l'intégration sociale; quoi de plus habile que la production

⁷ Traduit de l'anglo-saxon.

de "l'homme aliéné"⁸ qui n'a d'autres rapports aux orientations sociales et culturelles de sa société que celui qui lui est reconnu par la classe dirigeante comme étant compatible avec le maintien de sa domination. L'aliénation est donc la réduction du conflit social par le moyen d'une participation dépendante (Touraine, 1969, 14-15). Nous la retrouvons dans le statut d'expert-salarié. Pourtant, les compétences acquises, notamment par le biais d'une formation supérieure, peuvent être un atout entre leurs mains, atout qu'ils ont la possibilité de faire valoir contre ce même pouvoir qui les utilise. L'occasion leur est offerte de surmonter la contradiction de leur double nature par une attitude revendicative. Certains d'entre eux choisissent d'adhérer à un groupe et participent activement à la production de leur vécu quotidien. Ce temps de création sociale se situe en dehors de la sphère du travail rémunéré. L'ambiguïté soulevée quant à la position de cette catégorie d'acteurs se retrouve par conséquent dans leurs revendications. D'une part, ils prônent la réappropriation collective de la quotidienneté; d'autre part, ils sollicitent l'aide de l'Etat par voie pétitionnaire, référendaire, etc., "d'où un va-et-vient constant entre un désir de 'désétatisation' de la société et des demandes adressées à l'administration qui légitiment par là même son existence et son pouvoir" (Dagnaud, 1981). La nouvelle classe moyenne n'a donc pas la vocation de représenter telle ou telle fraction de la population; elle se constitue *en soi* et agit *pour soi*, et ne se veut donc plus le porte-parole d'une autre. Dès lors ce qui compte, c'est le caractère *d'exemplarité*. Précisons d'emblée que la nouvelle classe moyenne ne se donne pas (encore) de projet explicite en tant que classe et qu'elle n'a donc pas conscience d'être "*en soi et pour soi*". Et ce d'autant plus qu'elle recherche l'appui stratégique des membres de classes moins favorisées, vivant eux aussi des problèmes issus de la vie quotidienne.

Le pôle *en soi/pour soi* ne peut donc que nous conduire à réfuter l'idée de "rénovation du mouvement ouvrier".

Le noyau des associations de quartier se compose de membres de la nouvelle classe moyenne, tant dans les années 70 que 80. En revanche, le climat idéologique diffère quelque peu. En effet, les mouvements "alternatifs" des années 1970 sont fortement marqués par leur appartenance aux groupes d'extrême-gauche. Par la suite, nous retrouvons ces mêmes militants, certains toujours actifs dans ces organisations, d'autres les ayant quittées. Ces derniers ont remodelé leurs revendications initiales à l'esprit du temps; à leurs

⁸ "Il est plus utile aujourd'hui de parler d'aliénation que d'exploitation car le premier terme définit un rapport social et le second un rapport économique." (Touraine, 1969, 14).

côtés, d'autres personnes qui n'ont pas baigné dans le climat politique des années 1970. Ensemble, ils tentent d'expérimenter des modes d'intervention centrés sur l'action. Leurs préoccupations découlent directement de leur vie quotidienne. Ces deux courants ont traversé la vie de la FAQH, le deuxième s'étant imposé comme pratique revendicative. Précisons que, lorsque nous parlons de contradictions et d'amabilités, elles ne peuvent se résoudre et sont inhérentes au système social; elles ont une dimension conflictuelle majeure et peuvent être déplacées ou dépassées. En effet, "Il y a maîtrise du paradoxe lorsqu'on lui oppose une stratégie paradoxale, où le paradoxe de la stratégie devient la 'solution' du paradoxe, en ce sens qu'il rend ce dernier vivable et supportable, et surtout ouvre l'action et la pensée humaines au lieu de les verrouiller sur l'aporée du paradoxe". (Barrel). Nous la considérons même comme habilitante.

Ainsi, la force de ces mouvements réside dans leur imaginaire social, contestataire et critique. " (...) mais surtout c'est la construction de nouvelles situations qui est nécessaire, cadre de nouvelles activités. La construction des situations est la condition préalable à la création de nouvelles formes; et ici les créateurs d'aujourd'hui trouvent leurs tâches (...) C'est l'invention ininterrompue qui nous intéresse : l'invention comme mode de vie." (Alberts, Armondo & Oudejans, 1959, 30-31).

5. Notre conclusion ... sociologues à plein-temps

A l'émergence d'une problématique de la vie quotidienne doit s'associer une sociologie qui lui corresponde et qui exige de nouveaux instruments d'analyse et d'intervention. C'est ainsi que la recherche-action que nous avons menée nous a permis une ouverture sur le quotidien afin de découvrir et de comprendre comment à partir de lui peuvent s'engendrer des pratiques revendicatives, allant jusqu'à mettre en question le système institutionnel. Notre pratique militante nous a donné l'occasion d'aller au cœur de l'événement; aucune autre approche ne nous aurait amenées à ce même résultat.

Le sociologue doit s'engager dans ce processus de recherche comme militant, méthodologue, analyseur et synthétiseur, dans le but de proposer une stimulation d'une démarche collective afin d'aboutir à une activité de compréhension et de clarification des groupes d'action par eux-mêmes. Cette expérience presuppose une coopération symétrique basée sur la réciprocité entre les chercheurs et les acteurs. Elle reste donc inséparable de la problé-

matique de changement social que nous avons soulevée. Elle renvoie au *quotidien comme objet et comme méthode critique*. Ce dernier interpelle le sociologue qui :

- doit revaloriser la vie quotidienne comme champ d'étude. "Chaque objet en part et chaque réalisation revient y prendre sa véritable signification." (Lefebvre, 1981) et

- doit retrouver dans la critique sociale un levier méthodologique.

Elle permettrait de dépasser les contradictions inhérentes au système institutionnel et de redécouvrir la richesse possible de la vie quotidienne, perspective qui se dessine déjà dans la critique en acte des nouveaux mouvements sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTS, ARMANDO, CONSTANT & OUDEJANS (1959), Première proclamation de la section hollandaise de l'Internationale Situationniste, I.S. No. 3.
- BARREL Yves, Dialectiques No. 31.
- DAGNAUD Monique (1981), "La classe 'd'alternative'. Réflexions sur les acteurs du changement des sociétés modernes", Sociologie du Travail, 4.
- GROS Dominique (1982), "Jeunesse, mouvements alternatifs et changement social", Communication au Congrès 1982 de la Société Suisse de Sociologie.
- HAMEL, Pierre & LESEMANN Frédéric (1983), Mouvements alternatifs et crise de l'Etat, Revue Internationale d'Action Communautaire 10/50.
- LEFEBVRE Henri (1981), Critique de la vie quotidienne III : De la modernité au modernisme, L'Arche, Paris.
- LOURAU René (1980), Autodissolution des avant-gardes, Galilée, Paris.
- ROSANVALLON Pierre (1976), L'âge de l'autogestion, Seuil, Paris.
- TOURAINE Alain (1969), La société post-industrielle, Denoël, Paris.
- TOURAINE Alain (1978), La voix et le regard, Seuil, Paris.

